



Libres penseurs de France

Découvrez nos veilles thématiques

**Infolettre bimensuelle du
1er juin 2023
#7**

La volonté trouve, la liberté choisit. Trouver et choisir, c'est penser, Victor Hugo.

L'ADLPP propose aux esprits libres une infolettre sur la laïcité en France et dans le monde dans les domaines de la culture et de la politique, de l'éducation et de l'enseignement, de la société et du féminisme, de l'humanisme et de la liberté de conscience.

Nous ne prétendons pas couvrir l'ensemble des domaines où la laïcité et la liberté de conscience sont en jeu mais donner un aperçu de ce qui est diffusé.

Les articles collectés ne sont pas tous favorables à la liberté de conscience car les opinions exprimées dans les articles n'engagent que leurs auteurs et c'est justement pour permettre de mieux comprendre les dangers qui menacent celle-ci que nous mettons à disposition cette veille numérique.

ANTISÉMITISME



France : un audit sur les élèves juifs contraints de fuir l'école publique | The Times of Israël

La problématique, délicate, n'est pas nouvelle et, déjà, en 2019, au dîner du CRIF, le président Emmanuel Macron avait publiquement demandé cet audit sur l'exode des enfants juifs.

[Lire la suite](#)



ANTISIONISME

"Lettre ouverte aux antisionistes..." de Liliane Messika, lue par Yana Grinshpun

Yana Grinshpun a lu le livre de Liliane Messika Lettre ouverte aux antisionistes de droite, de gauche et des autres galaxies (éditions de l'Histoire). Ce dernier montre que l'antisionisme, opinion volontiers adoptée par des gens de bonne foi (les BIMl = Bien Intentionnés Mal Informés) qui croient ainsi faire profession d'humanisme et de justice, a principalement pour fonction d'abriter l'antisémitisme tout en le déniait. À ceci près que « si l'antisémitisme du passé visait les Juifs en tant qu'individus, l'antisionisme d'aujourd'hui cible « le Juif collectif », nommé Israël ».

[Lire la suite](#)



ATTEINTE À LA LAÏCITÉ



Atteintes à la laïcité : la fermeté en réponse

Inspecteur d'histoire-géographie, et référent valeur de la République pour l'Académie de Bordeaux, Laurent Lom décrypte le bilan, en augmentation, des atteintes à la laïcité à l'école publié par le ministère.

Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :

Extrait tiré du quotidien, le Sud-Ouest, le 19 mai 2023

"Depuis 2018, chaque académie a une équipe « valeur de la république ». Laurent Lom fait partie de ces hommes et femmes en charge de veiller, notamment, au respect de la laïcité, ou encore d'être en veille sur les sujets de racisme et de discrimination. Son rôle consiste à recenser les cas, envoyer un bilan mensuel au ministère, sur la base des atteintes signalées via l'application « faits établissement ». L'enseignant doit aussi accompagner et former les personnels.

Entretien.

(...)

Depuis le printemps 2022, à l'échelle nationale et celle de l'Académie, nous observons nettement un retour de la problématique des ports de signes et tenues manifestant ostensiblement une appartenance religieuse de la part des élèves. Cela se traduit aussi par l'accusation de stigmatiser certaines religions.

L'affaire a commencé par le phénomène des abayas, ces robes qui ne sont pas une tenue religieuse à proprement parler (donc pas interdites en soi), mais leur systématisation peut traduire une intention d'afficher ostensiblement sa croyance religieuse. De ce fait, elles sont sous le sceau de la loi de 2004.

(...)

« Précisons que les atteintes à la laïcité concernent toutes les religions, d'autant que la pluralité religieuse s'est accrue dans le pays » En conclusion, le fait religieux s'est donc immiscé dans la cour de récréation...

C'est lié à l'évolution de la société. La France est un pays de plus en plus sécularisé : l'influence du religieux diminue statistiquement mais il y a aussi un retour du religieux pour une minorité de population qui revendique une reconnaissance et le droit à être visible. Ce double phénomène contradictoire se traduit par une déprivatisation du religieux qui se répercute jusque dans la cour de récréation."



COMMUNAUTARISME



Le triomphe de l'imposture pseudo-laïque

Il est temps de rompre avec la vision religieuse, communautariste et individualiste de la société, véhiculée par les associations qui cherchent à neutraliser la laïcité.

Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :

Extrait tiré de l'hebdomadaire, Le Point, le 23 mai 2023

"La Vigie de la laïcité, qui se veut héritière de l'Observatoire du même nom, ne semble pas craindre les rapprochements avec les acteurs de l'islam politique. L'antenne locale La Vigie de la laïcité 13 créée en mars 2022 compte en effet dans son conseil d'administration, au poste de trésorier adjoint, Mohsen Ngazou, imam et directeur du collège-lycée Ibn-Khaldoun à Marseille, sous contrat avec l'État depuis 2015 et par ailleurs président depuis 2021 de Musulmans de France, structure pointée du doigt pour ses accointances avec la mouvance des frères musulmans. (...)

Le cas de l'association Coexister pose aussi question. Depuis que Samuel Grzybowski en a quitté la présidence en 2019, le « mouvement de jeunesse interconvictionnel » qu'il avait créé en 2009 à l'âge de seize ans fait beaucoup moins parler de lui. En 2020, Coexister a perdu l'agrément de l'Éducation nationale qui lui permettait, en qualité « d'association éducative complémentaire de l'enseignement public », de faire état de l'imprimatur de l'Éducation nationale pour occuper le terrain de la formation des collégiens et lycéens à la laïcité, telle que cette association la conçoit...

Même sans l'agrément du ministère de l'Éducation, Coexister a animé de nombreux « ateliers de sensibilisation » dans les collèges et lycées en 2021-2022, formant près de 10 000 jeunes. Le Tribunal administratif de Paris ayant annulé le 22 mars 2023 la décision du 14 décembre 2020 prise à la demande de Jean-Michel Blanquer, Coexister peut aujourd'hui tranquillement reprendre le chemin des salles de classe, auréolée de sa victoire symbolique, pour continuer à y diffuser sa vision d'une laïcité ouverte, qui ressemble furieusement à la coexistence des religions. Car pour Coexister et ses fondateurs, une laïcité qui n'est pas inclusive, plurielle, positive est une « laïcité falsifiée », comme le prétend Jean Baubérot.

(...)

Dans ces entreprises, on œuvre pour la liberté religieuse et la coexistence active des religions, conforté dans cette voie par la fréquentation des fondations philanthropiques américaines, toutes porteuses d'une idéologie communautariste et religieuse, comme Ashoka. Ces structures agissent sur plusieurs fronts, à la fois missionnaires ad majorem dei gloriam dans le cadre du réseau mondial URI (United Religions Initiative) dont Coexister fait partie depuis 2014 et ambassadrices d'un puissant soft power américain (dans son rapport moral 2020-2021, Coexister signale être « en lien constant avec l'ambassade des États-Unis », mention qui a discrètement disparu l'année suivante).

(...)

En suivant La Vigie de la laïcité et Coexister dans leurs engagements, leurs alliances et leurs réseaux, on va à la

rencontre d'un monde agissant, que trop peu d'analystes arrivent à considérer comme un ensemble idéologiquement cohérent et politiquement déterminant. Les pièces du puzzle ici reconstitué paraissent éparées au premier abord, mais très vite l'image prend un sens. Ce qui se dessine crûment derrière ces organisations, c'est une société religieuse, communautariste, individualiste, fortement acquise au néolibéralisme, éloignée des principes et valeurs de la République."

[Lire la suite](#)



CONSEIL DES SAGES DE LA LAÏCITÉ



Laïcité, lutte contre l'antisémitisme, associations... Pap Ndiaye, la grande explication

Polémiques autour du Conseil des sages de la laïcité, lutte contre le racisme et l'antisémitisme, questions autour des interventions des associations dans les écoles... Le ministre répond sans langue de bois dans un entretien exclusif à L'Express.

Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :

Extrait tiré de l'hebdomadaire, L'Express, le 19 mai 2023

"La veille de l'Ascension, Pap Ndiaye a reçu L'Express rue de Grenelle où trône encore le fameux bureau et « désormais, les fauteuils », nous précise-t-on de Jean Zay, son illustre prédécesseur qui exerça rue de Grenelle entre 1936 et 1939. Quelques heures plus tôt, ce 17 mai, le ministre de l'Education nationale signait un protocole d'accord sur la mixité sociale et scolaire avec le secrétaire général de l'enseignement catholique. Dans un long entretien à L'Express, Pap Ndiaye défend son plan, qui en a déçu beaucoup par son manque d'envergure : « un petit pas », concède-t-il, mais préférable au « rien ». Il revient également sur les polémiques concernant le Conseil des sages de la laïcité et des valeurs de la République, sur celles concernant les interventions d'associations au sein d'établissements scolaires, ou encore sur le fait que, dans certains quartiers, les familles d'élèves juifs ne scolarisent plus par peur leurs enfants dans l'école publique."

Sommaire

1. Vous venez de signer un protocole d'accord avec le secrétariat général de l'enseignement catholique (SGEC) visant à favoriser la mixité sociale et scolaire. Quelles en sont les grandes lignes ?
2. À quoi servira exactement cette instance ?
3. L'enseignement catholique avait dès le départ refusé tout quota, tout rattachement à la carte scolaire ou toute affectation obligatoire des élèves... Ce qui laissait peu de marge de manœuvre. Auriez-vous préféré aller plus loin ?
4. La clef n'est-elle pas d'agir sur la sectorisation et la carte scolaire, puisque, bien souvent, la composition sociale d'un établissement scolaire n'est que le reflet du quartier où il se trouve ?
5. Vous encouragez les rectorats à puiser dans une « boîte à

outils » afin de rendre certains établissements scolaires publics plus attractifs. Comment cela se traduit-il ?

6. Avez-vous fixé un calendrier ?

7. On a pu lire dans la presse qu'Emmanuel Macron vous aurait demandé de revoir vos ambitions à la baisse en dernière minute ou de vous faire plus discret sur ce plan sur la mixité sociale et scolaire, déjà plusieurs fois retardé. Ces affirmations sont-elles exactes ?

8. Est-il vrai que, face au manque de soutien de l'Élysée et de Matignon, vous avez songé à démissionner ?

9. Le fait que vos enfants soient inscrits à l'École alsacienne a suscité beaucoup d'incompréhension. Cette situation ne vous a-t-elle pas porté préjudice pour le plan sur la mixité sociale ?

10. Justement. Avec l'élargissement des missions du Conseil des sages, la nomination de nouveaux membres, et le changement de certaines règles, certains craignent que vous ne vouliez affaiblir cette instance. Que répondez-vous ?

" C'est tout simplement faux. Prenons les choses dans l'ordre. Concernant l'élargissement des missions du Conseil des sages, de la laïcité et des valeurs de la République, d'abord. Je considère qu'une bonne partie du travail doctrinal sur la laïcité a été faite la présidente du Conseil, Dominique Schnapper, le reconnaît volontiers, d'ailleurs. Ce qui doit nous mobiliser plus encore désormais : ne pas nous contenter de faire respecter la laïcité même si elle doit l'être , mais aussi la faire comprendre et aimer. C'est caractéristique concernant la loi de 2004 sur l'interdiction des signes ostentatoires à l'école. Ce n'est qu'un des volets de la laïcité, mais c'est un volet important. Quand je visite des établissements, je suis frappé que, même devant le ministre, beaucoup d'élèves ne font pas semblant d'être pour cette loi. Ils nous disent qu'elle « mord sur leurs droits individuels » ! Dans un collège que j'ai visité récemment, ils étaient cinq ou six plutôt des filles à s'exprimer sur le sujet, et je voyais les autres opiner du chef. Massivement. Cela va dans le sens de ce que nous indiquent les sondages auprès des jeunes sur cette question. Face à cela, nous ne pouvons pas nous contenter de dire la règle, puis de sanctionner ses contrevenants. La mission de l'école est d'être aussi dans la pédagogie. Donc, oui, j'ai dit au Conseil des sages de la laïcité et des valeurs de la République d'articuler cette question de la laïcité à d'autres comme le racisme, l'antisémitisme, les discriminations pour éviter qu'elle ne flétrisse. Ces questions ne diluent pas la laïcité, elles peuvent au contraire faire en sorte que les jeunes y adhèrent."

11. On vous reproche aussi d'avoir institué un nouveau mode de fonctionnement : le Conseil ne peut plus s'autosaisir...

12. Vous disiez que la loi de 2004 était « un volet important » de la laïcité. Quand cinq intellectuels avaient, en 1989, exhorté à ne pas laisser des jeunes filles aller à l'école voilées*, le politologue Alain Policar que vous venez de nommer au Conseil des sages avait dénoncé leur vision d' « une République fétichisée »...

13. Récemment, deux interventions menées par des associations dans des collèges parisiens ont suscité la polémique. L'une par l'association Lallab (qui pourfend la loi de 2004 au nom de la « lutte contre l'islamophobie ») et une par l'association Outrans séances pendant lesquelles des élèves de 4e ont été traités de « transphobes ». Ne faut-il pas mettre le holà à ces interventions associatives ?

14. Travaillez-vous à quelque chose en la matière ?

15. En septembre 2021, le président Macron avait préconisé plus d'autonomie pour des écoles à Marseille : ce programme porte-t-il ses fruits ?

16. Vous êtes arrivé à la tête du ministère de l'Éducation nationale il y a tout juste un an. Est-ce plus ou moins dur que ce à quoi vous vous attendiez ?"

[Lire la suite](#)



DIPLÔME



Religions et laïcité : « nous souhaitons un public divers parmi nos diplômés » à Rennes

Le diplôme « Religions, Droit et Vie sociale » de l'Université de Rennes recrute jusqu'au 19 juin sa nouvelle promotion de 20 étudiants. Ils débiteront leur année le 4 septembre 2023. Depuis sa création il y a sept ans, 138 personnes ont été formées.

[Lire la suite](#)



ÉGLISE CATHOLIQUE



Paris 2024 : comment concilier religion et laïcité pendant les Jeux olympiques ? - Le Parisien

Par un programme d'activités et d'animations, l'Église catholique veut jouer un rôle dans les Jeux olympiques de 2024. Une démarche qui peut interroger dans un pays régi par la séparation de l'Église et de l'État, et où le prosélytisme religieux est autorisé mais strictement réglementé.

Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :

Extrait tiré du quotidien, La Parisien, le 31 mai 2023

"Référénte JO pour l'Église catholique, Isabelle de Chatellus assure « comprendre que le mot puisse faire peur ». « L'idée, c'est d'accompagner. Lorsque le CIO impose une aumônerie dans le village, c'est une façon de dire que la réalité spirituelle de la personne existe, réagit-elle. Quand j'ai échangé avec Tony Estanguet sur notre objectif de messes dans toutes les langues, sa réaction n'a pas été : mais. Mais nous avons ce souci de respecter cette spécificité de ne pas mélanger religion et État. Je suis heureuse de ce projet qui nous rassemble ! »

L'Église souhaite ainsi investir les sujets de l'accueil, l'éducation, la culture et l'événementiel. Mais Isabelle de Chatellus considère que « le gros du travail sera de mobiliser les églises proches des sites olympiques afin qu'elles restent ouvertes pendant l'été ».

Pour ce qui est de la compétition, la charte olympique proscrit toute propagande. « L'athlète ne peut pas avoir un maillot avec un slogan religieux, mais il peut porter certains signes s'ils sont compatibles avec la tenue réglementaire. Si un athlète prie dans sa tête, il fait ce qu'il veut, éclaire Nicolas Cadène. Il ne doit pas y avoir de perturbation de la compétition. »"

[Lire la suite](#)



Religieuses et prêtres africains en France : « de nouveaux missionnaires »? - Religions du monde

Les prêtres « venus d'ailleurs » comme les décrit l'Église catholique sont nombreux en France : ils seraient environ 3 000, soit 20 % du total des prêtres sur le territoire français, selon des estimations. Des chiffres qui ont grimpé en flèche dans les années 1990, à cause de plusieurs facteurs : baisse des vocations en France, vieillissement des prêtres actifs, sécularisation de la société, les églises recrutent donc ailleurs.

[Lire la suite](#)



ENSEIGNEMENT



L'IREL | Institut d'étude des religions et de la laïcité

L'Institut d'étude des religions et de la laïcité (IREL) - jusqu'en 2021 nommé Institut européen en sciences des religions (IESR) - a été créé en 2002 en tant que « centre de formation et de recherche fondamentale et appliquée » (voir arrêté du ministre de l'Éducation) au sein de l'École Pratique des Hautes Études (EPHE).

Organisme public de formation adossé au monde de la recherche, il constitue un lieu laïque d'expertise et de conseil sur l'histoire et l'actualité de la laïcité et des questions religieuses. Suivant les recommandations du rapport de Régis Debray sur L'enseignement du fait religieux dans l'école laïque (2002), sa première mission est de participer à la mise en œuvre de l'enseignement des faits religieux à l'école, notamment à travers l'organisation de stages de formation initiale et continue pour les personnels de l'Éducation nationale. L'IREL s'adresse également à tous les professionnels et propose des programmes adaptés aux différents secteurs d'activité (service public, associations, entreprises...).

[Lire la suite](#)



ENTRISME



Florence Bergeaud-Blackler, une anthropologue sur la piste des Frères musulmans

C'est bien malgré elle que Florence Bergeaud-Blackler fait parler d'elle depuis deux semaines. La conférence qu'elle devait prononcer à la Sorbonne le 12 mai dernier a été brusquement suspendue, puis reportée, par la doyenne de la Faculté des lettres pour des raisons dites « de sécurité ». La chercheuse du CNRS devait s'adresser à des étudiants qui suivent un cursus pour devenir des « référents laïcité » dans l'éducation nationale et qui s'intéressent donc aux relations entre la République et les religions.

À l'origine de cette suspension, un livre, fruit d'une longue recherche universitaire sur les Frères musulmans, une organisation islamiste née dans les années 1930 et qui a depuis largement étendu son influence en Europe. Depuis la parution de *Le frérisme et ses réseaux*, l'enquête (Odile Jacob), son autrice, une femme pourtant effacée et discrète, a reçu pas moins de trois menaces de mort. Elle vit donc depuis sous protection policière et ne peut plus se déplacer sans gardes du corps.

[Lire la suite](#)



Florence Bergeaud-Blackler : "Nous ne sommes plus qu'une poignée de chercheurs à travailler sur l'islamisme"

Florence Bergeaud-Blackler, anthropologue, chercheuse au CNRS, auteure de *Le frérisme et ses réseaux*. L'enquête (Odile Jacob), est l'invitée de 7h50. Depuis la sortie de son livre, elle est visée par des menaces de mort.

Sommaire

1. "Nous n'avons plus de moyens de recherche"
2. Soutiens "confidentiels"

[Lire la suite](#)



Influence des Frères musulmans : « Je crains que la société française ne soit en train de baisser les bras » - Le Parisien

Menacée de mort après la publication de son dernier livre, l'anthropologue Florence Bergeaud-Blackler, dont la conférence à la Sorbonne a été suspendue avant d'être reprogrammée début juin, alerte sur l'influence « dramatiquement importante de l'idéologie frériste ».

Avis de Libres penseurs de France, ADLPP :

Extrait tiré du quotidien, Le Parisien, le 24 mai 2023

"Sur ces menaces, elle préfère ne pas s'étendre, « car une enquête est en cours », mais on sait qu'une personne a été écrouée. Dans le lieu feutré où nous l'avons rencontrée, juste avant qu'elle ne soit reçue place Beauvau, deux policiers en civil veillent discrètement sur sa sécurité, en se fondant dans le décor. Ils seront là aussi le 2 juin, pour l'escorter à la conférence qu'elle doit tenir à la Sorbonne. Initialement prévue le 12 mai, elle avait été suspendue. Le début médiatique de « l'affaire Florence Bergeaud-Blackler »."

[Sommaire](#)

1. Quel bilan faites-vous de votre rencontre au ministère de l'Intérieur ?

2. Quelle a été l'attitude de votre institution et employeur, le CNRS ?

3. De qui parlez-vous ?

"Notamment de François Burgat, directeur de recherches au CNRS à la retraite, qui a quand même écrit 150 tweets furieux contre moi. Et revendique sa proximité avec les Frères musulmans. De Souhail Chichah, connu pour s'en être pris à Caroline Fourest à l'Université Libre de Bruxelles lors de la manifestation dite « Burka-bla-bla ». De l'avocat militant Rafik Chekkat, qui fait de l'« islamophobie » un business. D'Alain Gresh, directeur du journal en ligne Orient XXI, et de quelques autres. Tous ces gens ont attisé les réseaux sociaux en m'accusant d'être raciste, islamophobe, criminelle nazie, de vouloir que les musulmans soient traités comme les juifs... C'est gravissime et clairement diffamatoire, j'ai d'ailleurs porté plainte. Mon visage a circulé sur le Web. Ils connaissent les mouvances islamistes et savent parfaitement que leurs mots me mettent en danger. Depuis l'assassinat de Samuel Paty, on sait ce que des paroles incendiaires peuvent entraîner."

4. Vous comparez vos deux situations ?

5. Vu le thème du livre, vous vous attendiez sans doute à une controverse. Mais pensiez-vous que cela irait si loin ?

6. Vous comprenez qu'on puisse critiquer votre ouvrage ?

7. Mais votre propos dépasse la seule dimension scientifique. Vous prenez position...

"Mon livre n'est pas une dénonciation, mais une démonstration. Si je prends position, c'est que je considère que le frérisme est dangereux pour le débat. La démocratie est en jeu. Pas seulement en France, mais en Europe. J'en parlais avec des collègues britanniques cette semaine. Ils me disaient être désarmés et très inquiets. Nos voisins comptent sur la France pour mener ce combat laïc."

8. Qui sont les Frères musulmans dont vous dénoncez l'emprise croissante ?

9. Quel est leur objectif ?

10. Dans les années 2000, l'État a misé sur un accord avec l'Union des organisations islamiques de France (UOIF), proche des Frères musulmans en France. Qu'en pensez-vous ?

11. Ce clientélisme était-il plus l'apanage de la droite ou de la gauche ?

12. Comment les Frères musulmans opèrent-ils ce que vous appelez de l'entrisme ?

"Le caractère planifié de la stratégie frériste ne m'est apparu qu'après mes travaux sur le marché halal. Les Frères musulmans n'ont pas besoin de monter une usine d'abattage rituel, il suffit de labelliser la viande. C'est ce qu'ils font : ils labellisent. Ils se sont adaptés aux sociétés européennes qu'ils veulent séduire. Le terme « da'wa » signifie d'ailleurs « invitation ». Dans nos sociétés pacifiées, la guerre violente n'est pas efficace. Ils visent une forme d'habitation des esprits et des institutions pour rendre la société « charia compatible »."

13. Comment peut-on lutter ?

14. Pouvez-vous nous citer des exemples concrets ?

"L'hôpital où les revendications religieuses se multiplient. L'éducation, où la stratégie frériste consiste à créer des écoles d'élite, reconnues par l'État, pour accueillir des élèves musulmans mais aussi non-musulmans et les habituer à la dualité halal/haram, au temps musulman. Cela passe aussi par la littérature jeunesse islamique, les médias, les jouets pour enfant. Vous pouvez trouver des nounours sans yeux, des poupées sans visages - toute la panoplie du petit islamiste. Tout cela n'est pas culturel mais fait partie du plan religieux. Je crains que la société française, notre société laïque, ne soit en train de baisser les bras. J'entends depuis trente ans que je fais « le jeu de l'extrême droite ». Non, je contribue au contraire à dépolitiser le débat."

[Lire la suite](#)



Le frérisme et ses réseaux, l'enquête de Florence Bergeaud-Blackler

PRÉSENTATION DU LIVRE "LE FRÉRISME ET SES RÉSEAUX, L'ENQUÊTE

Florence Bergeaud-Blackler, docteur en anthropologie, chargée de recherche CNRS (HDR) au Groupe Sociétés Religions Laïcité GSRL, unité mixte de recherche EPHE/CNRS, à Paris Sciences et Lettres Université, sur le campus Condorcet nous présentera son dernier livre le "Frérisme et ses réseaux, l'enquête", Odile Jacob, 2023, préfacé par Gilles Kepel.

Ce livre présente le mouvement islamiste issu de l'internationalisation du mouvement des Frères musulmans, tel qu'il s'est développé en Europe : Florence Bergeaud-Blackler le nomme frérisme. Elle explore ici, de façon factuelle et documentée, l'origine du mouvement, son fondement doctrinal, son organisation et ses modes opératoires, ainsi que ses méthodes de recrutement et d'endoctrinement. Elle montre comment il étend son emprise au cœur même des sociétés européennes en s'appuyant sur leurs institutions, en subvertissant les valeurs des droits de l'homme ou en « islamisant » la connaissance.

[Lire la suite](#)



ÉVANGÉLISME



Comment les évangéliques séduisent la France

Avec 2 500 communautés et l'ouverture d'une nouvelle église tous les dix jours, les évangéliques peaufinent leur implantation partout en France. Une stratégie maîtrisée, qui ne doit rien au hasard. Reportage dans le Berry.

Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :

Extrait tiré de l'hebdomadaire, Télérama, le 27 mai 2023

"On est bien loin des méga-églises urbaines qui rassemblent des milliers de fidèles dans des complexes énormes, notamment en

banlieue parisienne. Ces cultes sous forme de shows spectaculaires ont fait la réputation médiatique des évangéliques, jusqu'à faire craindre une politisation sur le modèle d'un certain évangélisme américain, soutien assumé de Donald Trump. Ces méga-églises éclipsent un mouvement de fond qui laboure patiemment le territoire français, y compris rural.

Depuis les années 2010, le Conseil national des évangéliques de France (CNEF) se fixe même un objectif : « Une église pour 10 000 habitants. » Une stratégie dans les clous de la laïcité et « sans business plan », nous assure-t-on, mais de plus en plus structurée : « une demi-douzaine d'unions d'Églises, parmi les plus importantes, inscrivent le développement dans leurs priorités », explique Daniel Liechti, qui préside au sein du CNEF la commission chapeautant les nouvelles implantations. Le réseau Perspectives recrute ainsi sur son site internet des volontaires pour créer des communautés.

« En ruralité, on commence généralement dans une ville moyenne, puis on essaime. Nous envoyons une petite équipe qui s'engage à travailler au milieu des habitants pour témoigner de leur foi. Cela prend du temps, souvent huit à dix ans. » La plupart de ces volontaires partent en couple, menés par des « pasteurs-implanteurs » soutenus financièrement par le réseau dont ils dépendent, après avoir suivi une formation ad hoc (dont une est dirigée par Daniel Liechti, lire l'encadré). Les fidèles sont aussi appelés aux dons pour aider les implantations. « En moyenne, nous dénombrons en France 35 Églises supplémentaires par an, donc une tous les dix jours. Cette croissance est moins exponentielle qu'on le dit mais bien réelle : en 1945, il y en avait 250 en France métropolitaine. Actuellement, c'est plus de 2 500 ». Sur le site du CNEF, une carte les détaille, département par département : 7 dans l'Indre, 24 en Ardèche, 41 en Isère, 46 en Seine-Maritime... « Pour les évangéliques, l'Église n'est pas une institution supra-locale ni un bâtiment. C'est avant tout une communauté très pieuse, souligne le sociologue des religions Jean-Paul Willaime. Ils étoffent souvent leur maillage local à partir d'une Église mère. »"

[Lire la suite](#)



FAIT RELIGIEUX



Charles Mercier : « L'enseignement de la laïcité est complémentaire de celui des faits religieux »

Pour l'historien, l'intérêt des nouvelles générations pour les croyances et leur conception plus libérale de la laïcité pourraient donner un nouvel élan au projet d'enseignement des différentes cultures religieuses en France.

Sommaire

1. Middle East Eye : Depuis le rapport Debray, quelle place ont les enseignements religieux à l'école ? Est-il possible de dresser un bilan ?
2. MEE : Dans quelles circonstances le rapport Debray a-t-il été élaboré ?

3. MEE : Les attentats qui ont été commis au milieu des années 2010 ont réactivé chez les présidents François Hollande et son successeur Emmanuel Macron l'idée de mettre en œuvre une politique d'enseignement des faits religieux. Mais aucune mesure n'a été prise. Pourquoi ?

4. MEE : Les enseignants sont-ils formés suffisamment pour appréhender les faits religieux comme matière d'enseignement ?

5. MEE : Comment concilier l'enseignement des faits religieux avec les principes de laïcité qui encadrent la transmission des savoirs dans le système d'enseignement ?

6. MEE : Selon vous, les nouvelles générations ont une conception plus libérale de la laïcité qui pourrait donner plus de place à l'enseignement des faits religieux.

7. MEE : En quoi l'enseignement des faits religieux serait-il utile ?

8. MEE : Pensez-vous que Pap Ndiaye, ministre de l'Éducation nationale, pourrait prendre des mesures en faveur de l'introduction de l'enseignement des faits religieux ?

[Lire la suite](#)



FÊTE RELIGIEUSE



Polémique à l'école : oui, les absences pour fêtes religieuses sont bien autorisées par la loi - Le Parisien

Si cela reste méconnu, les absences pour fêtes religieuses sont bien prévues et encadrées par la loi pour permettre aux élèves de toutes confessions de pratiquer leur culte dans le respect de la laïcité. Les agents de l'État peuvent aussi bénéficier d'une absence exceptionnelle, dans les mêmes conditions.

[Lire la suite](#)



Absences lors de l'Aïd : un droit laïque

Les établissements de l'Hérault et de l'académie de Toulouse ont reçu de la part des services de police une demande d'évaluation du taux d'absentéisme pour la journée du 21 avril, jour de la fin du ramadan. Le fond et la forme de cette demande interrogent.

[Lire la suite](#)





Patrick Weil : “Il faut garantir à chacun un jour férié au choix”

Le lundi de Pentecôte approche. En attendant, des écoles de Toulouse et Montpellier ont été mises en demeure par le ministère de l'Intérieur de communiquer le nombre d'élèves absents lors de l'Aïd-el-Fitr. Faudrait-il instaurer des jours fériés différenciés ? Le point de vue de l'historien Patrick Weil, auteur du livre *De la laïcité en France* (Grasset, 2021) et ancien membre de la commission Stasi, qui s'était penchée sur cette question en 2003.

[Lire la suite](#)



Laïcité : Éric Piolle, maire de Grenoble, propose de supprimer les jours fériés religieux

Le maire de Grenoble a proposé de remplacer les jours fériés religieux en faveurs de fériés laïcs. Certains sénateurs LR condamnent cette idée.

[Lire la suite](#)



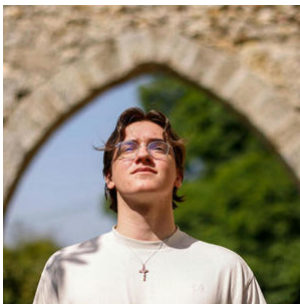
Supprimer les célébrations religieuses des jours fériés ? Une proposition de l'élue EELV Éric Piolle fait polémique

Ce lundi 29 mai, le maire EELV de Grenoble s'est expliqué sur la polémique créée par sa proposition de changer les célébrations religieuses de certains jours fériés par des célébrations laïques.

[Lire la suite](#)



FOI RELIGIEUSE



« Il porte même un crucifix ! » : issus de familles non croyantes, ces jeunes se tournent vers la foi - Le Parisien

Des adolescents qui n'ont pas grandi dans un environnement religieux mais qui se convertissent à la sortie de l'enfance : un fait nouveau qui concerne de plus en plus de jeunes, disent les spécialistes. Alors que les catholiques fêtent la Pentecôte ce week-end du 28 mai, témoignages et décryptage du phénomène.

Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :

Extrait tiré du quotidien La Parisien, le 29 mai 2023

"« Quand j'ai débuté dans le métier, il y a une vingtaine d'années, nous n'étions pas confrontés à ce type de problèmes. Mais, depuis dix ans environ, l'affirmation d'une identité religieuse dans l'enceinte des établissements se fait sentir. On a affaire à des jeunes en quête de sens et de modèles dans un environnement

anxiogène », note Carole Zerbib, proviseure au lycée Voltaire, à Paris (XI e).

Toutes les religions sont concernées. « Au niveau vestimentaire, cela se manifeste par le port des abayas, cette robe portée traditionnellement lors de fêtes musulmanes. On note aussi l'apparition de croix assez grosses pour qu'on soit amenés à intervenir. Il y a aussi les inscriptions en latin sur des sweat-shirts. Cela montre une certaine forme de jusqu'au-boutisme. »

Combien sont-ils à trouver une foi sans consignes parentales ? Aucune étude chiffrant le phénomène n'existe. Mais « c'est un fait nouveau », confirme Jean-Paul Willaime, sociologue spécialiste des religions, auteur, avec Céline Béraud, des « Jeunes, l'école et la religion » paru chez Bayard."

Une autre vision de la laïcité

"Un récent sondage Ifop expliquait que les lycéens se distinguent par leur rejet de l'idée selon laquelle la laïcité consisterait à « faire reculer l'influence des religions dans la société » : seuls 11 % d'entre eux partagent ce point de vue, soit deux fois moins que chez l'ensemble des Français âgés de 18 ans et plus (26 %)."

[Lire la suite](#)



FONDS MARIANNE



À quoi ont servi les 2,5 millions d'euros du Fonds Marianne lancé par Marlène Schiappa après l'assassinat de Samuel Paty ? - Nice-Matin

Le Fonds Marianne avait été lancé le 20 avril 2021 par Marlène Schiappa, ministre déléguée à la Citoyenneté, quelques mois après l'assassinat de Samuel Paty, professeur d'histoire géographie décapité le 16 octobre 2020 par un jeune homme radicalisé.

Sommaire

1. De quoi s'agit-il ?
2. Qu'est-ce qui fait polémique ?
3. Pourquoi y a-t-il une commission d'enquête ?
4. Quel est ce document que Christian Gravel a omis de transmettre ?

[Lire la suite](#)



IDÉOLOGIE À L'ÉCOLE



Port du voile, transgenrisme... Comment HandsAway fait entrer l'idéologie au collège

Son programme «Collèges pour l'égalité», créé avec la Ville de Paris, sert de cheval de Troie pour introduire des militants controversés au sein des établissements scolaires.

Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :

Extrait tiré du quotidien, Le Figaro, le 23 mai 2023

"Au départ, HandsAway avait pourtant réussi à éviter soigneusement les polémiques. En 2016, avant même d'être une association, il s'agit d'une start-up créée par l'entrepreneuse et militante féministe Alma Guirao, pour produire et mettre sur le marché une application visant à protéger les victimes de harcèlement ou d'agressions sexuelles dans la rue. Le principe repose sur l'entraide citoyenne : on signale sur la plateforme qu'on se sent en danger, et les autres usagers peuvent venir porter assistance aux victimes. Le lancement de l'application est accompagné par une campagne de presse unanimement laudative - Le Figaro, entre autres, salue l'initiative .

(...)

D'emblée, la liste de ces associations interroge pourtant sur l'affiliation idéologique de HandsAway. Certaines d'entre elles se concentrent sur la lutte contre les stéréotypes sexistes (l'association Maydée qui lutte pour le « partage de la charge mentale», ou Pépite Sexiste qui combat les clichés dans les publicités), mais d'autres se révèlent porteuses d'un discours très virulent à l'égard des institutions. Ainsi l'association Décolonisons le féminisme, partenaire d'HandsAway depuis 2021, révèle sur sa page Instagram son implication dans des combats politiques dont on peine à voir en quoi ils sont compatibles avec des politiques publiques de lutte contre les discriminations. Essentiellement connue pour ses actions de collage sauvage sur des bâtiments publics, Décolonisons le féminisme est engagée contre « l'apartheid» en Palestine, dénonce un « racisme d'État» dans les institutions françaises, et lutte surtout contre l'interdiction du voile dans le sport. L'association a notamment affiché son soutien aux «hijabeuses» , des activistes réclamant l'autorisation du port du voile dans les matchs de la Fédération française de football, ou du burkini dans les piscines municipales.

Des orientations politiques sensiblement identiques à celles de Caroline de Haas, fondatrice du collectif #NousToutes à l'origine de marches annuelles auxquelles de nombreuses associations partenaires de HandsAway ont participé. L'actuelle présidente de HandsAway, Carine Torset, est précisément salariée en tant que consultante et formatrice au sein du Groupe Egaé, une société fondée et dirigée par Caroline de Haas pour promouvoir dans les entreprises les thèses du féminisme intersectionnel, sous couvert de proposer des formations contre les discriminations."

[Lire la suite](#)



Alors que le port du voile lors des matchs officiels de football est autorisé par la FIFA, il reste prohibé en France. Des joueuses musulmanes luttent contre cette discrimination et appellent la @FFF à changer son règlement.

Mon reportage sur @Mediapart



Football : exclus des terrains par la fédération, les Hijabeuses organisent un tou...
Alors que le port du voile lors des matchs officiels est autorisé par les instances mondiales du football, il reste prohibé en France. Des joueuses musulmanes...

Les "dégommeuses" du féminisme et de la laïcité. Naëm Bestandji

Moins obnubilés par leur foi que par leur libido, les islamistes sont des obsédés sexuels. La régulation de leurs désirs passe par le prisme du patriarcat : les femmes, objets sexuels, sont considérées comme des proies. Elles en sont responsables par nature. Victimes potentielles, coupables certaines, il leur revient de prendre les mesures nécessaires pour se protéger des « prédateurs ». Elles doivent « religieusement » se cacher sous un voile. Ainsi dissimulées de la vue de leurs bourreaux « naturels », elles seraient « protégées ». Ces objets peuvent être regardés par les membres de la proche famille et des mâles sexuellement inactifs (les garçonnets et les impuissants) car, avec eux, l'objet sexuel n'est pas convoité. Voilà pourquoi le voile est porté en permanence, tel un carcan mobile « librement choisi » par nombre de ses adeptes, en dehors du foyer ou chaque fois que l'objet « risque » de croiser un homme étranger.

Sommaire

1. Le sexisme du voile, porte-étendard politique de l'islamisme,
2. Alliance citoyenne à l'origine des « hijabeuses »,
3. Les « dégommeuses », nouvelles promotrices du sexisme politique « choisi »,
4. Les « dégommeuses » instrumentalisent la laïcité pour promouvoir l'islamisme,
5. Camper sur le terrain de la laïcité pour éviter celui de l'inégalité des sexes,
6. En racialisant l'islam(isme), le voile devient impossible à retirer,
7. L'article 1 des statuts de la FFF : cible des fanatiques « syndiquées » et de leurs soutiens,
8. Le sexisme du voile montre une nouvelle fois sa dangerosité politique.

Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :

Avertissement. Lu sur Atlantico

"Écrivain/essayiste, Naëm Bestandji est un laïque et féministe engagé. Il a longtemps travaillé dans le domaine socio-culturel auprès des enfants et adolescents des quartiers populaires. Il y a toujours vécu et a été très tôt confronté à la montée de l'intégrisme religieux."

[Lire la suite](#)



ISLAMOPHILIE



L'islamophilie

Du milieu à la fin du Moyen Âge, durant le Siècle des Lumières, puis entre 1890 et 1990, des courants islamophiles favorisèrent le rapprochement des musulmans et des chrétiens et contribuèrent au développement scientifique et philosophique de l'Occident.

[Lire la suite](#)



JEU PÉDAGOGIQUE



À l'école de la laïcité - Jeu pédagogique (Éd. 2022) | Bordas éditeur

[Lire la suite](#)



LAÏCITÉ À L'ÉCOLE



Association ENQUÊTE : « dans un rapport apaisé à la religion, les élèves se sentent mieux à l'école, prêts à investir sereinement les apprentissages » | Société Générale

Interpellée par les questions de sa fille, Marine Quenin fonde, il y a 13 ans, l'association ENQUÊTE. Son but : proposer aux enfants un rapport apaisé et réfléchi à la laïcité et aux faits religieux.

Sommaire

1. AU COMMENCEMENT, DES QUESTIONS D'ENFANTS...
2. UN RAPPORT APAISÉ À LA RELIGION POUR INVESTIR SEREINEMENT LES APPRENTISSAGES,
3. UNE ÉTUDE D'IMPACT POUR TOUCHER LE PLUS GRAND NOMBRE.

[Lire la suite](#)



Le Vrai du Faux Junior répond aux questions des élèves sur la laïcité

Cette semaine dans le "Vrai du Faux Junior", nous répondons aux questions d'élèves sur la laïcité, en particulier à l'école.

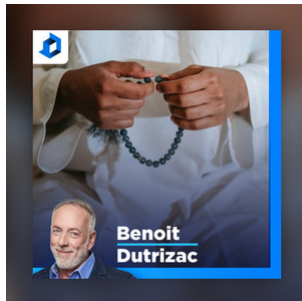
Les élèves du collège André-Derain, à Chambourcy dans les Yvelines, nous ont interrogé sur le principe de laïcité dans la société, mais surtout à l'école. Pour répondre à certaines de leurs questions, le documentariste Jean Crépu. Il a réalisé le documentaire Liberté, égalité et laïcité. Avec sa caméra, il s'est rendu à plusieurs reprises dans une école primaire, ainsi que dans un collège de Rhône-Alpes pour voir comment était appréhendée la question de la laïcité, à la fois par les enseignants et par les élèves.

Sommaire

1. Origines et signification de la laïcité,
2. Liberté de croire ou de ne pas croire,
3. Oui, la FFF a bien rappelé à l'ordre les arbitres de foot au nom du principe de laïcité.



LAÏCITÉ AU CANADA



«On n'a pas à porter le voile pour être une bonne musulmane !», défend une militante pour la laïcité - Benoit Dutrizac - Omny.fm

La militante pour la laïcité Leila Bensalem discute de la nouvelle campagne dans le métro de Montréal pour arrêter l'islamophobie.

Entrevue avec Leila Bensalem, militante pour la laïcité.

[Écouter la suite](#)



Prières à l'école: le gouvernement poursuivi pour discrimination

Cinq organisations musulmanes du Québec ont lancé une action judiciaire contre le gouvernement provincial pour contester l'interdiction récemment mise en place des salles de prière dans les écoles publiques, selon les informations de La Presse canadienne. Elles affirment que cette mesure est discriminatoire et enfreint les droits à la liberté de religion et d'association stipulés par la Charte.

La requête a été déposée cette semaine à la Cour supérieure du Québec. Les plaignants demandent non seulement une révision de l'interdiction, mais aussi un jugement déclarant la mesure anticonstitutionnelle. Ils cherchent également un jugement éclaircissant l'interprétation des principes de laïcité et de neutralité religieuse par le gouvernement.

[Lire la suite](#)



LAÏCITÉ AU MALI



Laïcité : Le débat a-t-il sa raison d'être ?

Considéré comme un État laïc par ses dispositions constitutionnelles consacrant la tolérance inter-confessionnelle et les pratiques culturelles compatibles avec la stabilité sociale, notre pays subit les vagues d'un referendum constitutionnel sur fond de débats sans issue avec la laïcité point névralgique nommé. Véritable socle du principe de la séparation de l'État et de la société religieuse, la laïcité tend à devenir le nœud d'un problème qui risque de rendre salée la note du processus référendaire constitutionnel enclenché.

[Lire la suite](#)



LAÏCITÉ EN FRANCE



La laïcité et le vivre ensemble en République française

La présente contribution propose d'analyser et de caractériser, à la lumière du droit, la relation entre la laïcité et le vivre ensemble. Le communautarisme, puis le séparatisme supposé nourrir la radicalisation religieuse violente et ce qui est qualifié « d'atteintes à la laïcité » ont suscité de profondes interrogations au sein de la société française et contribué à la mobilisation de la notion de « vivre ensemble », en République. Pour faire face à ces « menaces » et pour renforcer le vivre ensemble, le législateur a accordé une place importante à la laïcité dans la loi confortant le respect des principes de la République. Partant, le rapport laïcité-vivre ensemble interroge le juriste.

[Lire la suite](#)



La laïcité, facteur clé d'émancipation

À l'initiative du groupe d'action de Merignac Insoumis (Gironde), près d'une centaine de personnes ont assisté le 12 mai à une conférence sur l'histoire de la laïcité en France, à la médiathèque municipale.

[Lire la suite](#)



Cette association dracénoise qui milite pour la défense de la laïcité fustige la présence d'élus aux rogations de Draguignan

Après la procession religieuse destinée à invoquer la pluie, les réactions sont légion. À l'image du Comité 1905 qui fustige la présence d'élus de la République au sein du cortège.

[Lire la suite](#)



Le terme "laïcité" aurait été employé pour la première fois à Draguignan

Après la procession religieuse destinée à invoquer la pluie à Draguignan, les réactions continuent de pleuvoir. À l'image de celle du Comité 1905 qui fustige la présence d'élus de la République au sein du cortège. L'association qui milite pour la défense de la laïcité souligne par ailleurs que ce terme aurait été prononcé pour la première fois en préfecture, à Draguignan.

[Lire la suite](#)



LAÏCITÉ LINGUISTIQUE



Sur le bout des langues

En matière religieuse, l'État affiche à juste titre sa neutralité et traite les différentes confessions sur un pied d'égalité. Et si l'on s'en inspirait pour préserver notre diversité culturelle ?

[Lire la suite](#)



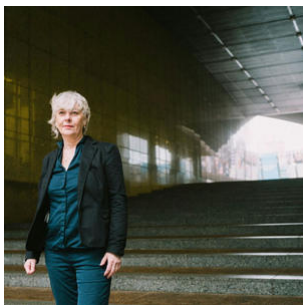
Et si la France se convertissait à la laïcité linguistique ?

En matière religieuse, l'État affiche à juste titre sa neutralité et traite équitablement les différentes confessions. Et si l'on s'en inspirait pour préserver notre diversité culturelle ?

[Voir la vidéo](#)



LIBERTÉ ACADÉMIQUE



« Islamo-gauchisme » : la majorité ne veut pas raviver le débat à l'université

L'islamologue menacée Florence Bergeaud-Blackler sera reçue par trois ministres ce mardi 23 mai. L'exécutif veut être ferme face à la menace islamiste tout en refusant d'en faire « un objet politique ».

Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :

Extrait tiré du quotidien, La Croix, le 23 mai 2023

"La polémique n'en a pas moins réveillé le débat sur un supposé « islamogauchisme » à l'université, thème mis en avant par les précédents ministres de l'éducation et de l'enseignement supérieur, Jean-Michel Blanquer et Frédérique Vidal. En octobre 2021, un an après l'assassinat du professeur Samuel Paty, ils dénonçaient la compromission d'une partie des universitaires et d'associations étudiantes qui renoncent à condamner l'islamisme au non de la non-stigmatisation de l'islam. Les polémiques sur le campus de Sciences Po Grenoble ou encore la plainte pour islamophobie déposée contre une professeure de droit à Aix-en-Provence (1) avaient alors révélé un climat de grande tension. Sylvie Retailleau n'entend pas rallumer cette guerre. « On n'admettra pas la moindre brèche dans la liberté académique, assure encore le cabinet de la ministre. Mais il n'y aura pas de grande offensive, on traitera les problèmes au cas par cas. »

L'universitaire Gilles Denis reconnaît que le climat a changé depuis 2016, année où il a cofondé le réseau « Vigilance

universités » (qui rassemble environ 300 universitaires et auquel appartient Florence Bergeaud-Blackler) dans un contexte de regain d'antisémitisme et d'annulation d'événements culturels et de colloques. « On ne se fait plus lyncher, traité d'islamophobes comme c'était alors le cas », souligne-t-il. Il se félicite de la mise en place de référents laïcité dans l'enseignement supérieur comme dans toutes les administrations, mais reste plus critique vis-à-vis de la conférence des présidents d'université (aujourd'hui renommée France Universités), dont il déplore le manque d'engagement. « On reste sans nouvelle d'une demande de rendez-vous présentée il y a deux mois. » Une situation qu'il regrette d'autant plus qu'il dit observer un « retour des attitudes agressives dans le monde universitaire depuis quelques mois ».

[Lire la suite](#)



« Nous ne sommes plus qu'une poignée à encore oser travailler sur l'islamisme »

INTERVIEW. L'anthropologue du CNRS Florence Bergeaud-Blackler, menacée de mort depuis la parution de son livre sur le frémisme, rencontrait mardi le ministre de l'Intérieur.

Sommaire

1. Le Point : Que ressort-il de votre entretien avec le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin ?

2. Cet échange vous a-t-il convaincue ?

"J'ai quitté Beauvau rassurée par les propos de Gérald Darmanin. Beaucoup moins par ceux de la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Sylvie Retailleau, qui participait également à la rencontre. J'ai été reçue par le premier parce que j'avais sollicité cet entretien. C'est après l'affaire de la Sorbonne qu'il y a répondu. S'il semble que cet épisode l'ait interpellé, Sylvie Retailleau, pourtant chercheuse elle-même, a plutôt appuyé la décision de l'université. Allant jusqu'à me dire : « Vous savez, aujourd'hui, des conférences, on en bouge sans cesse... » Or l'annulation ou le report d'interventions ne doit précisément pas devenir la norme ! Il est indispensable que les chercheurs puissent pouvoir travailler sans entrave. Cela passe par leur protection, mais aussi par le maintien de leurs interventions."

3. Les propos de la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ne rappellent-ils pas, précisément, le comportement d'une partie de votre milieu ?

4. Comment voyez-vous, aujourd'hui, votre avenir dans la recherche ?

"Vous savez, cela fait trente ans que je travaille sur les Frères musulmans ; dans dix ans, je partirai à la retraite. Aussi, je me préoccupe surtout de mes successeurs. D'ici là, je continuerai à travailler sur ces questions. Je peux faire l'objet de menaces sérieuses [un individu a été écroué pour ces faits, NDLR], je ne regrette pas un mot de ce que j'ai écrit. Peut-être est-il utile de rappeler que mes travaux ne sont pas polémiques, mais scientifiques. Et que, tout énoncé scientifique étant réfutable, ils n'ont pour autre objet que d'ouvrir le débat afin que nous comprenions les phénomènes qui nous arrivent – en l'espèce, l'islamisme. Je suis payée par le contribuable et dois rendre compte à la nation, en tant que scientifique, de ce que je trouve."

[Lire la suite](#)



Islam : l'impossible débat à l'université

L'anthropologue Florence Bergeaud-Blackler sera reçue mardi 23 mai par Gérald Darmanin, après avoir été la cible de menaces de mort. L'affaire révèle un clivage persistant entre universitaires sur l'islam, objet d'attention incandescent en France depuis les attentats de 2015.

Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :

Extrait tiré du quotidien, La Croix, le 23 mai 2023

"Depuis cette publication, préfacée par le politiste Gilles Kepel, Florence Bergeaud-Blackler est menacée de mort. Après le report du colloque de présentation de son livre il y a dix jours, elle devrait être reçue, mardi 23 mai, par le ministre de l'intérieur, Gérald Darmanin. Au-delà de l'enjeu sécuritaire, l'affaire a pris une tournure politique assumée par l'intéressée elle-même. La chercheuse - sollicitée par La Croix et qui n'a pas souhaité revenir sur la polémique - dénonçait le 11 mai sur Europe 1 « la lâcheté du monde universitaire » et son manque de soutien.

Les chercheurs travaillant sur l'islam et contactés par La Croix confient leur gêne. Beaucoup ne souhaitent pas s'exprimer ouvertement, mal à l'aise face à la tournure violente qu'a prise le débat, en particulier sur les réseaux sociaux. Virant à l'invective, celui-ci a notamment opposé sur Twitter l'anthropologue à un autre chercheur, François Burgat, directeur de recherche émérite au CNRS, incarnant une tendance opposée. « Le débat est vampirisé par ces deux personnalités excessives, la première étant reprise et relayée par des individus aux propos racistes et antimusulmans », regrette Haouès Seniguer, maître de conférences en sciences politiques à Sciences Po Lyon.

Si les spécialistes des études sur l'islam disent ne pas se reconnaître dans l'extrême polarisation - et politisation - du débat, l'affaire révèle néanmoins un clivage persistant parmi les islamologues sur l'islam, objet d'attention incandescent en France depuis les attentats de 2015. Ce qui est parfois décrit comme une « guerre des chefs » divise les héritiers de figures proches de la retraite, qui ont joui d'une grande reconnaissance académique et formé des générations de chercheurs : Gilles Kepel d'un côté, Olivier Roy et François Burgat de l'autre. Entre ces bords, le différend est à la fois personnel, épistémologique et politique.

(...)

C'est en cela que ce débat soulève des enjeux qui dépassent le cadre universitaire. Au-delà des réseaux fondamentalistes, la question du « contrôle » de l'islam et des musulmans - voire du fait religieux en général - a fortement opposé les intellectuels lors des débats sur la loi contre le séparatisme adoptée à l'été 2021. Lors de la présidentielle, la montée en puissance des enjeux identitaires, notamment sous la pression du candidat d'extrême droite Éric Zemmour, a encore contribué à surexposer les spécialistes."

[Lire la suite](#)





Le rassemblement d'un institut islamique à Villeurbanne provoque la colère des Zemmouristes

La 5e édition de "Questions pour un Muslim", événement organisé par l'Institut Shâtibi est prévu dimanche 21 mai au Centre Culturel de la Vie Associative à Villeurbanne. Les représentants de Reconquête, le mouvement d'Eric Zemmour demandait l'annulation de l'événement. Le maire de Villeurbanne n'a pas donné suite à leur demande.

[Lire la suite](#)



Une réunion en hommage à une figure de l'extrême droite interdite à Paris

Le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, a demandé début mai aux préfets d'interdire toutes les manifestations « de l'ultradroite ou de l'extrême droite », après une polémique suscitée par un défilé à Paris le 6 mai.

[Lire la suite](#)



LIBERTÉ DE CONSCIENCE



«La liberté de conscience, une espèce en danger» – la chronique de Monique Canto-Sperber

« Elle demeure une solide barrière opposée aux pressions exercées par les forces sociales, politiques et culturelles qui voudraient contrôler les individus et les façonner à leur guise »

Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :

Extrait tiré du quotidien, L'Opinion, le 29 mai 2023

"Cette liberté de conscience au sens large est aujourd'hui menacée quand elle est traquée, privée d'expression, voire niée par la culture contemporaine. Elle est traquée par des dispositifs sociaux visant à surveiller les individus, non pas la surveillance de ceux qui sont suspectés et objets d'enquête, mais une surveillance de masse, indiscriminée. Le vieux rêve d'un contrôle des individus et d'une ingénierie sociale semble du reste réapparaître en version soft dans l'ambition de collecte systématique des traces laissées par les activités humaines (un séjour un achat, un voyage) afin de prédire nos préférences, pour nous confronter ensuite à une plausibilité statistique de nous-mêmes, censée être plus vraie que nous et qui saura à notre place ce que nous devons penser.

Cette liberté de conscience est encore menacée quand elle s'exprime dans des opinions jugées inadmissibles (quoique non contraires à la loi) et qu'on préfère réduire au silence au lieu de les discuter, voire de les réfuter (par exemple : qu'homme et femme sont naturellement différents ou même que dans certains contextes, le terme "homme" désigne la femme autant que l'homme).

Surtout, la liberté de conscience perd son sens lorsque le monde culturel dont elle se nourrit est artificiellement aseptisé et homogénéisé.

Effacer les termes racistes des œuvres du passé ; mettre en scène Carmen de Bizet avec un final où Carmen tue Don José est une manière d'effacer les aspérités et ambiguïtés de notre culture. En procédant à cette forme d'euphémisation du monde, en amenant nos enfants à vivre dans une culture où toute trace de racisme est vouée à disparaître, nous créons une situation où ils ne pourront pas comprendre en quoi nos convictions morales d'aujourd'hui sont liées à une histoire et quelle en est la valeur."

[Lire la suite](#)



Razika Adnani - La liberté de #conscience (Extrait 3)- Les recueils des hadiths

Les recueils des hadiths

Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :

Avertissement. Lu sur Wikipédia

"Elle appelle à une réforme de l'islam et à s'affranchir de l'esprit salafiste. Le journaliste et essayiste Joseph Macé-Scaron écrit en 2015 : « De Rachid Benzine à Ghaleb Bencheikh en passant par Razika Adnani, nombreux sont les islamologues à en appeler à accélérer le mouvement en vue de libérer la parole du dogmatisme archaïque. »"

[Voir la vidéo](#)



LIBERTÉ DE PENSÉE



Menace djihadiste : pour le chercheur Hugo Micheron, « les bourreaux veulent se faire passer pour des justiciers »

Alors qu'il publie « la Colère et l'Oubli », le chercheur en science politique met en avant la nécessité de mesurer la menace que représente le djihadisme sur le long terme.

Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :

Extrait tiré de l'hebdomadaire, L'Obs, le 21 mai 2023

"Pourquoi la terreur et la propagande de l'État islamique s'articulent-elles de façon aussi organisée, notamment en imitant les pires exactions américaines ?

Hugo Micheron :

Cette stratégie entre pleinement dans le grand récit djihadiste. Dès leurs débuts en Afghanistan, ces groupes mettent en avant la propagande. Organisés dans les années 1990 autour des figures d'Abdallah Azzam et d'Oussama Ben Laden, ils produisent des vidéos utilisant des images de synthèse qui s'inspirent clairement de celles de Hollywood.

Durant la guerre d'Irak en 2004, Abou Moussab Al-Zarqawi [fondateur d'Al-Qaida, NDLR] est le premier à mettre en scène des exécutions d'individus en combinaison orange pour interpeller visuellement les Etats-Unis en s'inspirant de Guantánamo, des prisons d'Abou Ghraib et, plus tard, de Camp Bucca, toutes deux en Irak.

(...)

Aux yeux de penseurs djihadistes, l'acte de barbarie peut

connoter un acte d'adoration envers Dieu. On analyse là des principes djihadistes qui sont au cœur de l'idéologie de Daech, parmi lesquels un principe juridique médiéval : celui de l'allégeance et du désaveu.

Sommairement, l'idée peut se résumer ainsi : il faut aimer Dieu, mais simultanément détester, voire anéantir celui qui ne l'aime pas. Chez ces djihadistes, ce mode de pensée justifie le mépris, la violence ou le mauvais traitement envers les musulmans qui ne pensent pas comme eux, les mécréants, les athées... Faire acte de détestation manifeste envers ces derniers fera gagner à son auteur des points pour le paradis. Dieu le récompensera."

[Lire la suite](#)



LIBERTÉ RELIGIEUSE



« La Religion au tribunal », d'Astrid von Busekist : trois leçons de dialogues entre la foi et l'État

Dans un essai brillant, la politiste montre comment libertés religieuses et individuelle peuvent se concilier en démocratie.

Avis de Libres penseurs de France, ADLPP :

Extrait tiré du quotidien, Le Monde, le 21 mai 2023

"La méthode de recherche qu'elle met en œuvre dans son nouveau livre, *La Religion au tribunal*, est à la mesure des solutions qu'elle préconise : la négociation et le respect du contexte, plutôt que l'affrontement. Partant de trois études de cas récents, où des fidèles appartenant aux trois grandes confessions monothéistes, le christianisme, le judaïsme et l'islam, ont vu leurs convictions mises à l'épreuve par les pouvoirs publics d'un pays démocratique, elle décrit la façon dont ces conflits ont été apaisés.

La première concerne une famille allemande de chrétiens évangéliques, réticents à envoyer leur progéniture dans une école où ils prétendaient qu'on parlait plus de vampires que de Dieu. La deuxième relate en détail les remous juridiques et politiques provoqués, en 2012, par un jugement du tribunal de Cologne prononcé à l'encontre d'un médecin musulman ayant pratiqué une circoncision, décision qui ouvrait la voie à une possible pénalisation de cette tradition. La troisième affaire met en évidence la coopération entre tribunaux civils et autorités religieuses pour obtenir que le divorce juif (*get*), plutôt défavorable aux femmes, permette plus d'égalité entre les sexes sans trop altérer la tradition.

Chacun de ces exemples justifie une démarche particulière, excluant toute solution absolue et tout principe intangible. Le premier cas s'est résolu par la « séparation » (l'obligation scolaire réaffirmée a conduit la famille à demander, en vain, l'asile politique aux États-Unis). Le second a abouti à une « accommodation » du droit et de l'histoire : comment l'Allemagne d'après 1945 pouvait-elle adopter une mesure excluant de facto juifs et musulmans pratiquants de son territoire ? Le troisième illustre la stratégie du recoupement entre des normes différentes."



La persécution religieuse expliquée dans un nouveau document sur les pays où la liberté religieuse est la plus faible

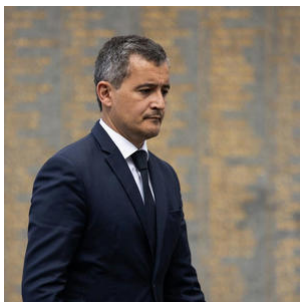
CSDHI – La liberté religieuse n'a pas de prix pour Fereshteh Momeni. Baha'ie iranienne vivant actuellement à Medical Lake, elle a vécu la révolution iranienne de 1979 et la transition de son pays vers la République islamique d'Iran.

En raison de ce qu'elle a vécu en tant que Bahaïe pendant la révolution de son pays, elle sait à quel point les gouvernements maltraitent leurs citoyens lorsqu'ils ne pratiquent pas la religion acceptée.

Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :

Avertissement. Lu sur le site CSDHI

"Le Comité de soutien aux droits de l'homme en Iran (CSDHI) a été fondé en décembre 2004 par des victimes de la répression du régime en Iran, réfugiées en France. Selon son statut, l'objectif de l'association est de promouvoir les droits de l'Homme en Iran, de soutenir les partis et les organisations qui luttent pour la démocratie en Iran et d'encourager et d'organiser des actions et des manifestations contre les violations des droits de l'Homme en Iran au niveau international."



Laïcité : l'hommage appuyé de Gérald Darmanin aux responsables du culte

Lors d'une cérémonie à huis clos mardi 23 mai, le ministre de l'intérieur a salué l'engagement social et le sens des responsabilités des religions. Il est aussi revenu sur le financement public des travaux de sécurisation, d'accessibilité et de rénovation thermique des lieux de culte.

Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :

Extrait tiré du quotidien, La Croix, le 25 mai 2023

"Saisissant l'occasion de cette cérémonie, Gérald Darmanin a donc salué la place des religions dans la société. « Je veux redire ici que de tous les interlocuteurs que j'ai eus durant la crise Covid, les plus raisonnables, attentifs, respectueux de l'état de droit, ont été les religions », a tenu à témoigner celui qui était en charge des comptes publics lors du premier confinement de 2020. « Dans une crise aussi importante vous avez été au rendez-vous de ce qu'attendait l'État », a-t-il adressé aux responsables dont Mgr Hugues de Woillement, secrétaire général de l'épiscopat, ou Chems Eddine Hafiz, recteur de la grande mosquée de Paris.

Au-delà de cet épisode, Gérald Darmanin a souligné le rôle des aumôniers d'hôpitaux ou de prison, et l'engagement des religions dans la vie associative et caritative. Alors qu'il prépare une nouvelle loi sur l'immigration, il s'est aussi indirectement adressé à son administration se faisant curieusement l'avocat des religions très impliquées sur la question des migrants. « Les cadres du ministère de l'intérieur et tous ceux qui y travaillent doivent comprendre ce qui pousse ces personnes à s'engager », a-t-il ainsi glissé.

Protection de la liberté religieuse

Le ministre a surtout profité de cet échange pour regretter un dévoiement de la laïcité. « Je crains que la définition majoritaire de la laïcité dans l'opinion publique ne corresponde pas à la lente construction que connaît notre pays. La laïcité n'est pas la négation des religions, leur absence dans l'espace public, elle est la neutralité de l'État »."

[Lire la suite](#)



LIBRE PENSEUR



Les Libres Penseurs en congrès national à Agen

L'Association Des Libres Penseurs de France (ADLPF) a demandé à sa section lot-et-garonnaise particulièrement dynamique et active d'organiser à Agen ce congrès aux enjeux importants. Outre le renouvellement de ses instances nationales, le congrès devra remettre en ordre de bataille une association qui comme beaucoup d'autres, a été malmenée dans son fonctionnement par la période covid.

[Lire la suite](#)



LIEU DE SÉPULTURE



Dans les villages de Suède, polémique autour des carrés musulmans dans les cimetières

L'Église luthérienne doit s'assurer que tout Suédois, quelle que soit sa confession, puisse bénéficier d'une sépulture. Quand Mats Magnusson, pasteur de son état, est devenu le visage d'un projet de cimetière musulman dans une petite paroisse du sud de la Suède, il a essuyé menaces et quolibets. Comment le pays compte-t-il régler cette question épineuse ? Reportage du journal suédois "Dagens Nyheter".

Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :

Extrait tiré de l'hebdomadaire, Le Courrier international, le 21 mai 2023

"Dans la tradition musulmane, on ne pratique pas la crémation mais la mise en terre. L'inhumation doit avoir lieu dans une terre intacte ou dite "vierge". Ce qui veut dire qu'on ne réutilise pas une vieille tombe qui contient encore les restes d'une ancienne sépulture.

"Dans notre tradition et dans l'islam, nous respectons les personnes qui ont été enterrées précédemment et c'est pourquoi nous n'utilisons pas ces terrains-là", explicite Roland Vishkurti.

(...)

Le siège de l'Église de Suède n'a pas de plan ni de stratégie sur la manière de trouver des lieux de sépultures pour telle ou telle confession à l'avenir. Coordinatrice nationale du dossier à l'Église

de Suède, Eva Årbrandt Johansson n'est pas inquiète pour autant. "Je crois que les paroisses ont engagé une réflexion sur la question, de sorte que tout le monde puisse avoir droit à une sépulture dans le pays."

Les paroisses parviendront-elles à trouver tous les emplacements nécessaires ? "Je crois que oui. Dans les grandes villes comme Helsingborg ou Malmö, ça peut éventuellement poser un problème, mais il y a beaucoup d'endroits à la campagne où la place ne manque pas."

[Lire la suite](#)



MIXITÉ SOCIALE



« Le manque de mixité provient de l'incapacité du politique à réguler les choix scolaires »

Lorenzo Barrault-Stella, chercheur au CNRS, analyse, dans une tribune au « Monde », les raisons du manque d'ambition du plan du ministre de l'éducation nationale, Pap Ndiaye, au sujet de la mixité sociale à l'école.

Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :

Extrait tiré du quotidien, Le Monde, le 30 mai 2023

"Lutter contre d'éventuelles pressions locales

Mais au-delà du constat, comment l'expliquer ? La proximité de Pap Ndiaye avec les milieux universitaires conduit à écarter l'hypothèse d'une méconnaissance des moyens d'agir contre la ségrégation. Les sciences sociales documentent de longue date non seulement les inégalités scolaires, mais aussi les manières dont les politiques publiques peuvent combattre les processus ségrégatifs. En matière de carte scolaire, les nombreux travaux de sociologie, de science politique et plus récemment d'économie fournissent des clés pour qui veut favoriser la mixité sociale.

Deux actions publiques sont susceptibles de remettre en cause la ségrégation scolaire à condition qu'elles soient menées de concert. Dans l'enseignement public, bien au-delà des timides expérimentations locales menées ici ou là, un redécoupage d'ampleur de la sectorisation des collèges, piloté au niveau national tout en s'appuyant sur les connaissances des acteurs académiques de terrain, pourrait permettre de mélanger dans les établissements des populations bien plus diversifiées.

Ce sont, dans l'état actuel du droit, les collectivités locales (départements et communes, selon les degrés) qui définissent la sectorisation et cela implique un retour de la compétence de la sectorisation des collèges, transférée en 2004 aux départements, aux acteurs de l'Etat (au niveau central ou académique) qui sont plus à même que les élus locaux de mettre en œuvre un projet national d'ampleur."

[Lire la suite](#)





Mixité sociale des lycées en Île de France, comparaison public/privé | Le Club

Après m'être penché sur la mixité sociale des collèges de l'Essonne, je me suis attelé aux lycées d'Ile de France. Quand j'étais en activité, j'ai eu des responsabilités syndicales régionales et ai représenté la FSU dans différentes instances de concertation, qui suivent les lycées . C'est donc un terrain que je connais que j'examine ici.

[Lire la suite](#)



MORALITÉ



Sous la Troisième République, la mauvaise moralité des ecclésiastiques était épinglée - Guéret (23000)

Sous le Concordat, de 1801 à 1905, le gouvernement rémunérait les ecclésiastiques. Il avait un droit de regard sur leurs nominations et leurs promotions.

[Lire la suite](#)



PRINCIPE DE LAÏCITÉ



«On bafoue le principe de laïcité et c'est assumé» : le menu halal d'un collège bordelais inquiète des parents d'élèves

«Le comble, c'est que cela se déroule dans un établissement scolaire qui porte le nom d'un politique qui s'est battu pour l'adoption de la loi de 1905 (séparant l'Église et l'État, NDLR)», argumente ainsi Virginie Tournay. Avant d'agiter un vieux serpent de mer : l'éventualité du financement du culte musulman par une taxe des mosquées qui attribuent leur certification aux producteurs de viandes halal. «Culturellement, autrefois, on mangeait du poisson le vendredi, mais l'Église n'a jamais touché un centime pour cela», persiste-t-elle.

Le Département de la Gironde réfute cette accusation. Il rétorque pour clore le débat, que le choix des menus est à la discrétion des établissements scolaires qui, de surcroît, «sont autorisés à servir de la viande halal sans obligation de le stipuler».

[Lire la suite](#)



Laïcité, valeurs de la République et prévention de la radicalisation

La Région accompagne des actions menées auprès de publics et de milieux divers afin de soutenir le principe de laïcité, les valeurs de la République et la prévention de la radicalisation.

[Lire la suite](#)



RECENSEMENT RELIGIEUX



Aïd el-Fitr : « Aucune donnée » sur les absences n'a été transmise, dit le rectorat à Montpellier

Les services du rectorat ont indiqué lundi soir à « 20 Minutes », par ailleurs, que cette demande est « contraire au principe de laïcité »

Aïd el-Fitr : « Aucune donnée » sur les absences n'a été transmise, dit le rectorat à Montpellier

Les condamnations sont nombreuses, depuis que le ministère de l'Intérieur a demandé à des académies de préciser le nombre d'élèves absents, lors de l'Aïd el-Fitr.

Dès lors que ce message a été reçu, « un mail très clair (...) a été immédiatement envoyé pour annuler cette demande », indique le rectorat, à Montpellier.

Le rectorat indique, par ailleurs, que la demande ayant été annulée, « aucune donnée chiffrée et aucune donnée nominative n'a été ni recensée ni transmise par les chefs d'établissement de l'Hérault et de l'académie de Montpellier.

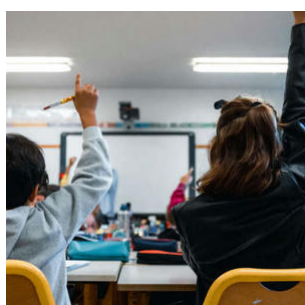
[Lire la suite](#)



Fichage lors de l'Aïd al-Fitr : le ministère de l'Intérieur reconnaît avoir « calculé le taux d'absentéisme », mais...

Le gouvernement évoque une volonté d'étudier « l'impact de certaines fêtes religieuses sur le fonctionnement des services publics, et notamment au sein de la sphère scolaire ».

[Lire la suite](#)



Élèves absents pour l'Aïd : l'Intérieur admet avoir demandé une évaluation mais nie tout fichage

Le ministère de l'Intérieur assure étudier « régulièrement l'impact de certaines fêtes religieuses sur le fonctionnement des services publics ». Une justification remise en cause par l'association SOS Racisme.

[Lire la suite](#)



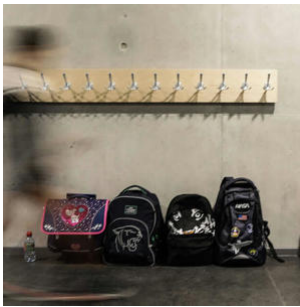
Compter les élèves absents pour la fête de l'Aïd : ce que l'on sait de la polémique - Le Parisien

La demande à plusieurs établissements scolaires de Toulouse de fournir le taux d'absentéisme des élèves le jour de la fête musulmane de l'Aïd al-Fitr a provoqué un tollé.

Sommaire

1. Qu'a-t-il été demandé ?
2. Le rectorat de Toulouse pas au courant,
3. Des questions restent en suspens.

[Lire la suite](#)



Absences à l'école le jour de l'Aïd : ce que l'on sait du recensement réclamé par le ministère de l'Intérieur –

Le ministère de l'Intérieur admet avoir demandé une «évaluation du taux d'absentéisme constaté à l'occasion de l'Aïd el-Fitr» mais nie tout «fichage». La polémique enfle entre l'État d'une part et les syndicats et associations de défense des droits humains de l'autre.

Sommaire

1. Ce qui s'est passé,
2. La réponse tardive du gouvernement,
3. Syndicats et associations montent au créneau,
4. Faux fichage ou vraie maladresse ?

[Lire la suite](#)



Toulouse : Cambadélis demande à Darmanin de « faire la lumière » sur le comptage d'élèves musulmans

Des policiers ont demandé aux chefs d'établissements scolaires de Toulouse de leur indiquer le nombre d'élèves absents le jour de l'Aïd al-Fitr, requête qui a suscité l'indignation de la communauté éducative

[Lire la suite](#)



RÉPUBLIQUE LAÏQUE



« La République ne fonctionne pas avec le religieux »

En congrès national à Agen, l'association des Libres Penseurs de France a rappelé, par la voix de son président Thierry Mesny, ce qu'est la laïcité.

Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :

Extrait tiré du quotidien, La Dépêche du midi, le 20 mai 2023

"Elle s'oppose à la qualification de la laïcité (il y a eu une laïcité ouverte). « Nous sommes sur une laïcité républicaine qui sépare le politique du religieux et surtout qui évite de financer le

religieux, quelle que soit la confession, par des fonds publics ». Un des combats chers au cœur des « Libres-Penseurs » est celui entre école publique et école privée « car nous pensons que l'école de la citoyenneté est l'école de la République ».

(...)

« En 2023, assure Thierry Mesny, la loi 1905 est toujours valable. Nous constatons que les confessions, quelles qu'elles soient cherchent toujours à gagner du terrain politique et, ça, nous sommes contre. La République ne fonctionne pas avec le religieux. Elle est indépendante, autonome. Nous défendons cette autonomie »."

[Lire la suite](#)



SAMUEL PATY



Ma France : « Avertis, ils se sont abstenus d'agir » : la sœur de Samuel Paty accuse

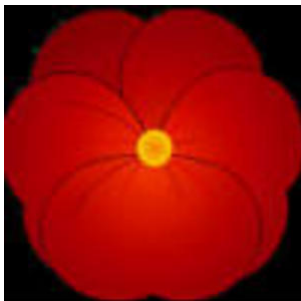
« Je n'étais pas préparée à subir la violence d'un attentat terroriste, ni de surcroît à entendre le hurlement de ma mère m'annonçant que mon frère avait été décapité ».

Dans une lettre chargée d'émotions, adressée à Gérard Larcher, président du Sénat, Mickaëlle Paty, sœur de Samuel Paty, demande l'ouverture d'une enquête parlementaire afin « d'établir les failles de ce drame », au-delà des responsabilités pénales.

[Lire la suite](#)



SÉPARATISME CATHOLIQUE



Robert Ménard prend un arrêté pour imposer une crèche catholique dans la mairie tous les ans - FÉDÉRATION NATIONALE DE LA LIBRE PENSÉE

Robert Ménard prend un arrêté pour imposer une crèche catholique dans la mairie tous les ans.

[Lire la suite](#)



WOKISME



Nathalie Heinich : «Le Goulag n’existait pas plus selon les staliniens que le wokisme selon ses partisans»

«Le wokisme serait-il un totalitarisme ?»: c’est la question que pose la sociologue dans son nouvel essai. Car l’idéologie woke entretient, selon elle, une profonde affinité avec les mentalités ayant permis la formation des différents totalitarismes, en particulier le stalinisme.

Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :

Extrait tiré du quotidien, Le Figaro, le 26 mai 2023

Sommaire

1. LE FIGARO MAGAZINE. - Dans votre nouvel essai, vous expliquez que le wokisme flirte avec des tentations totalitaires. N’est-ce pas excessif ?
2. Vous évoquez un «totalitarisme d’atmosphère» ou un «totalitarisme sans État». De quoi s’agit-il ?
3. Que répondez-vous à ceux qui prétendent que le wokisme n’existe pas ?
4. Selon vous, le wokisme rappelle un passé stalinien. Quels sont les points communs entre ces deux idéologies ?
5. Comme le communisme, le wokisme se prévaut de bonnes intentions...
6. Vous insistez sur la fracture générationnelle entre les boomers et les woke. Mais d’une certaine manière, les woke ne sont-ils pas tout simplement les héritiers des soixante-huitards ?
7. On est aussi tenté d’y voir une gigantesque entreprise d’abêtissement avec un endoctrinement qui s’opère parfois dès l’école primaire. Cela laisse-t-il augurer de futurs citoyens peu éclairés et donc facilement malléables ? Est-ce un risque pour la démocratie ?
8. Si beaucoup s’accordent sur le constat du danger représenté par l’idéologie woke, peu avancent de réels moyens de la combattre. Que préconisez-vous ?
9. Vous faites de la France le bastion de la résistance au wokisme. Est-ce vraiment le cas à l’heure où le ministre de l’Éducation nationale semble fasciné par le modèle américain et flirte, sinon avec le wokisme, du moins avec une forme de multiculturalisme ?
"Le wokisme en effet s’est infiltré y compris dans le monde politique, et le renvoi de Jean-Michel Blanquer a été un mauvais signal. Mais la fascination pour le multiculturalisme américain ne s’exerce pas sur tout le monde, et nombre de politiques sont conscients du bien commun que représente notre conception de la citoyenneté, fondée sur l’universalisme républicain et la laïcité - un trésor non seulement pour la France mais pour le monde entier, et qui nous est envié par beaucoup, notamment dans les pays sous emprise religieuse."

[Lire la suite](#)





Pour un anti-wokisme de gauche, par Nathalie Heinich

Ce n'est pas parce que les trumpistes américains mènent une croisade contre la «théorie du genre» qu'une critique progressiste de la pensée woke est impossible, estime la sociologue, en réponse à un article critique paru dans «Libé» sur son dernier livre.

Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :

Extrait tiré du quotidien, Libération, le 19 mai 2023

"Or le wokisme, assis sur un communautarisme emprunté à la culture politique anglo-saxonne, est par définition anti-universaliste, indifférent au bien commun car obsédé par les affiliations à des collectifs victimaires. Il préfère l'idéologie à la science (ou se fait fort de confondre les deux, ce qui revient au même). Il voit dans la défense de la laïcité une attaque contre les minorités religieuses. Et il pratique, sans complexe, cette forme de censure sauvage qu'est la cancel culture, sans paraître incommodé par cette antinomie paradoxale entre une censure idéologique se réclamant du progressisme et une tradition de gauche ayant toujours défendu la liberté d'expression.

Identitarisme, idéologisme, censure : ce sont les grandes composantes du wokisme sous ses différentes formes, de l'écriture inclusive à la militantisantion du savoir, de la réécriture des textes au déboulonnage des statues, des assignations identitaires aux interdits sémantiques et à l'occultation des rapports de classe derrière l'obsession raciale et sexuée. Or chacune de ces composantes relève d'une certaine forme de totalitarisme.

(...)

Voilà donc le fond de mon argument : identifier et dénoncer la dimension potentiellement totalitaire du wokisme à partir d'une position de gauche, qui s'inquiète de la façon dont certaines outrances ouvrent un boulevard au RN .

Mais les vieux réflexes sectaires resurgissent, qui évacuent toute remise en question en la stigmatisant comme réactionnaire voire d'extrême droite. «L'impression de déjà-lu est immense», affirmait ainsi un billet de Libération consacré le 12 mai à mon livre *Le wokisme serait-il un totalitarisme ?* (1). C'est que son auteur croit en connaître l'orientation politique : «L'essai pourrait être signé par un idéologue du RN que nul ne s'en apercevrait.» Mais où donc a-t-on «déjà-lu» cela ? Et ce point de vue n'est-il pas susceptible d'intéresser les lecteurs d'un journal de gauche ?

(...)

C'est pourquoi les défenseurs du wokisme qui assimilent sa contestation à la pensée réactionnaire et accusent ses contempteurs de «faire le jeu de l'extrême droite», comme naguère les dénonciateurs du Goulag étaient taxés d'«agents de la CIA», démontrent involontairement ce qu'ils s'évertuent à nier : à savoir que, faute de prendre la peine de réfléchir, ils se coulent parfaitement dans la mentalité totalitaire. Elle est là, hélas, «l'impression d'un immense déjà-lu»."

[Lire la suite](#)





Réalisé avec [Scoop.it](#)

Si vous ne souhaitez plus recevoir ces e-mails, vous pouvez vous [désabonner](#)